

JAB
CH-8031 Zurich
P.P. / Journal

changements d'adresse:
GSsA, CP 1515, 8031 Zurich
gssa@gssa.ch

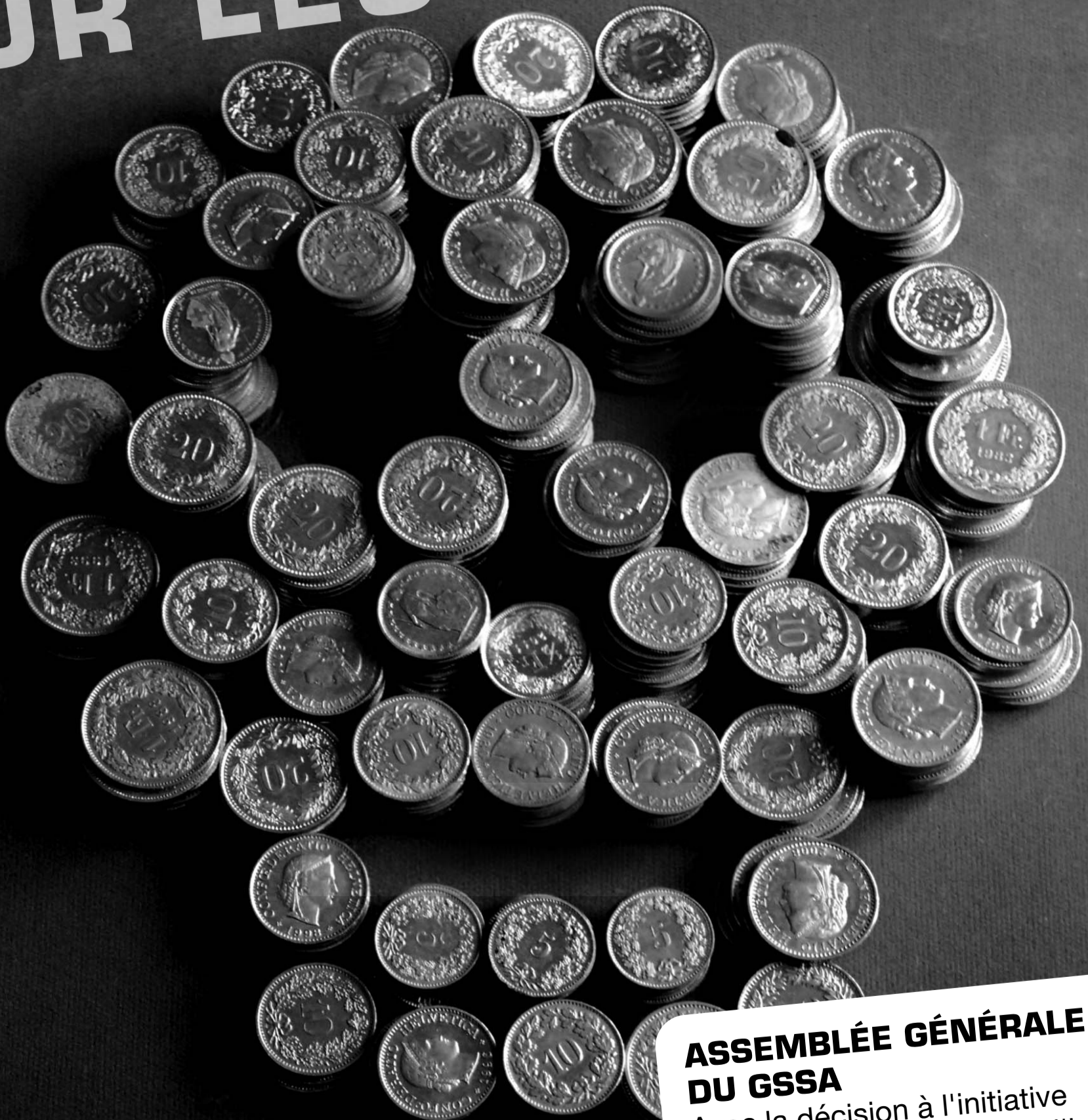
GSsA

Organe d'échanges et de débats du Groupe pour une Suisse sans Armée

GSsA Journal N° 110 Février 2017

une Suisse sans armée

PROFIT SUISSE SUR LES GUERRES



**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 2017
DU GSsA**
Avec la décision à l'initiative
«Contre le financement de l'industrie
de l'armement»

Editorial

Chère lectrice, cher lecteur,

Il y a deux mois, tous les médias se posaient la même question : l'année 2016 était-elle finalement une bonne ou une mauvaise année. Dans ce journal, nous ne prononcerons pas de jugement définitif, mais nous considérerons l'année passée d'un œil critique et consacrerons quelques articles aux actions et paroles de militaristes qui continueront de nous occuper en 2017. A côté de cela, nous entamons l'année avec une revendication pacifique pour le futur : «Pour l'interdiction du financement de l'industrie d'armement par la place financière suisse». Nous espérons que tu seras des nôtres lors du lancement officiel de l'initiative, le 2 avril 2017, date de notre assemblée générale. Après une phase de préparation intensive, nous voulons passer des paroles aux actes et enchaîner récoltes de signatures et manifestations publiques. De plus amples informations à ce propos se trouvent dans la colonne de droite. Nous dépendons de ton engagement!

Le reste des articles dans ce numéro seront plutôt de nature analytique. Tu pourras par exemple découvrir, aux pages quatre et cinq, la position du Ministre de la Défense, Guy Parmelin, face aux avions de chasse de type F/A-18 et pourquoi il aimerait renforcer la collaboration entre la Suisse et l'OTAN. Nous te montrerons également à quoi ressemblent les projets de l'Armée suisse en matière d'armement ainsi que la signification des récentes exportations d'armes de Ruag aux Emirats Arabes Unis. De plus, nous traiterons des raisons plus que maigres pour lesquelles les grades militaires sont reconnus pour certaines filières d'études dans les universités et hautes écoles spécialisées suisses.

A la page six, nous aborderons la situation actuelle en Syrie et la replacerons dans le contexte des événements du printemps arabe. Ces divers sujets nous poussent à exiger haut et fort que les choses changent. Toi aussi? Alors commençons par l'initiative «Pour l'interdiction du financement de l'industrie d'armement par la place financière suisse»!

Au nom de l'équipe de rédaction : Daniela Fischer

MARCHE DE PÂQUES

Mon argent fait la guerre!

Depuis les années 60, des marches pour la paix sont traditionnellement organisées en Allemagne et en Suisse le lundi de Pâques. Tandis que l'accent était autrefois mis sur l'armement nucléaire, les revendications sont aujourd'hui plus diverses. Cette année, les participant-e-s manifesteront à Berne contre les investissements dans l'industrie de l'armement. Sur le Chemin de la Paix près du Lac de Constance, les sujets seront la logique de la guerre et la culture de la paix. *Eva Krattiger*

Pour la seizième fois consécutive, le GSsA organisera la Marche de Pâques à Berne, en collaboration avec d'autres organisations pacifiques. Avec notre slogan «Mon argent fait la guerre :

arrêter le commerce d'armes des banques et caisses de pensions!», nous exigeons l'interdiction des investissements dans l'industrie de l'armement et plus de transparence dans le processus de placement des institutions financières. Nous demandons également que nous prenions toutes et tous nos responsabilités pour nos placements financiers. Pour cela, nous nous retrouverons le 17 avril 2017 à 13 heures au Eichholz (Wabern bei Bern) et marcherons ensuite au bord de l'Aar jusqu'à la Münsterplatz. Le discours de clôture y sera tenu par le sociologue et spécialiste des conflits, Monsieur Ueli Mäder, et l'on y profitera de délices culinaires ainsi que de joyaux musicaux. Plus d'informations sur www.ostermarschbern.ch

«De la logique de la guerre à une culture de la paix – notre chemin»

C'est sous ce slogan que se déroulera cette année, à Friedrichshafen, le Bodensee-Friedensweg international. Les participant-e-s se retrouveront à 11h30 au terminal des ferries (Fährhafen) et suivront le chemin qui les mènera au Rathausplatz en passant par trois stations intermédiaires. A 14:30, le correspondant auprès des Nations Unies à Genève, Monsieur Andreas Zumach, tiendra un discours sur «la culture de la paix non-violente». Mesdames Anne Rieger (Bund für soziale Verteidigung, Allemagne), Claudia Haydt (IMI Tübingen, Allemagne) et Claudia Friedl (Conseillère nationale, PS, Suisse) Seront également présentes et tiendront chacune un discours. Un marché de la paix avec stands d'information, soupe et musique se déroulera dès 13h30 sur le Adenauerplatz. Plus d'informations sur www.bodensee-friedensweg.org
Nous nous réjouissons de vous voir lors de l'une ou l'autre de ces marches de la paix!



RÉTROSPECTIVE

Séances d'information du GSsA

Le signal de départ pour la récolte de signatures pour notre initiative populaire retentira bientôt. Le GSsA a organisé des séances d'informations dans plusieurs villes suisses afin d'informer les personnes qui nous soutiennent déjà ainsi que les nouveaux et nouvelles intéressé-e-s.

Sebastian Büchler

Nous commencerons bientôt à récolter des signatures pour notre nouvelle initiative populaire. Afin de mettre toutes les personnes intéressées au fait, les secrétaires et les activistes ont organisé, ensemble, des séances d'information qui avaient pour but de donner des informations générales sur l'initiative, d'en présenter le texte officiel, ainsi que d'expliquer les prochaines étapes. Ces séances ont eu lieu dans six villes suisses et ont comptabilisé en moyenne vingt participant-e-s, et ceci malgré le stress des fêtes de fin d'année. Nous nous sommes particulièrement réjoui-e-s du nombre de nouveaux visages présents et intéressés par nos projets. Il est apparu très clai-

rement que le sujet de l'initiative, l'interdiction du business de la guerre, préoccupe beaucoup de gens. Après de nombreuses questions et discussions très intéressantes, les personnes présentes étaient d'accord sur le fait qu'il s'agissait là d'une initiative nécessaire pour divulguer dans quelle mesure la place financière suisse participe à la guerre et à quel point un changement est nécessaire. Cette initiative permettrait également à la Suisse de contribuer à l'endigement de la violence et de lutter contre les causes qui poussent les gens à fuir dans le monde. Des premiers plans pour la collecte de signatures ont été élaborés durant les apéros organisés après les séances. Ces événements ont rencontré un vif succès, c'est pourquoi nous en organiserons d'avantage au printemps. Nous vous tiendrons bien entendu au courant des lieux et dates, chères lectrices, chers lecteurs, dès que ceux-ci seront fixés. Ce serait un plaisir pour nous de vous accueillir lors de ces événements afin de vous informer des prochaines étapes et de planifier ensemble les récoltes de signatures!



Magdalena Küng et Sebastian Büchler, membres du secrétariat du GSsA, présentent la nouvelle initiative populaire à Zurich.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Prise de décision concernant l'initiative

La prochaine assemblée générale du GSsA approche! Elle aura lieu le dimanche 2 avril à 11h15, comme toujours, au restaurant Kreuz à Soleure. Au programme : La prise de décision quant au lancement de la nouvelle initiative du GSsA «Pour l'interdiction du financement de l'industrie d'armement par la place financière suisse» *Lewin Lempert*

Lors de la dernière assemblée générale du GSsA, les personnes présentes ont décidé d'élaborer une nouvelle initiative populaire sur le thème du financement du matériel de guerre. Durant toute l'année, les activistes, les secrétaires et les membres du comité du GSsA se sont occupé-e-s de cette requête et peuvent désormais, après maintes recherches et discussions, présenter un texte élaboré. Avec l'approbation des membres présents lors de l'assemblée générale 2017, la récolte de signatures pourra commencer dès le mois d'avril. Le texte de l'initiative prévoit d'interdire aux caisses de pensions ainsi qu'à la Banque Nationale et aux fondations de financer les producteurs de matériel de guerre de quelque

façon que ce soit. De plus, la Confédération aura pour devoir de promouvoir des conditions similaires pour les banques et les compagnies d'assurance.

Le programme détaillé contenant tous les points statutaires obligatoires sera mis à disposition sur le site du GSsA (www.gsoa.ch) deux semaines avant l'assemblée générale. Cette dernière commencera à 11h15 et se terminera vers 16 heures environ. Outre la décision concernant l'initiative populaire, qui sera accompagnée d'une petite action, nous procéderons ensemble à une rétrospective sur l'année 2016. Durant l'année qui vient de se terminer, le GSsA fut également actif sur le plan communal afin d'empêcher les caisses de pensions des villes de participer financièrement au business de la guerre. Nous avons également organisé plusieurs actions, par exemple sur le thème de l'exportation de matériel de guerre. Comme toujours, le repas de midi au restaurant Kreuz est gratuit. Rejoins-nous et participe au nouveau coup dans le combat contre l'industrie de l'armement! Inscris-toi rapidement en envoyant un e-mail à gsoa@gsoa.ch

INITIATIVE «POUR L'INTERDICTION DU FINANCEMENT DE L'INDUSTRIE D'ARMEMENT PAR LA PLACE FINANCIÈRE SUISSE»



Pourquoi l'initiative «Pour l'interdiction du financement de l'industrie d'armement par la place financière suisse» est-elle nécessaire?

1. L'initiative contribue à rendre le monde plus pacifique

En interdisant aux acteurs financiers d'investir, directement ou indirectement, dans la guerre, la Suisse ne s'enrichira plus avec la course à l'armement, les guerres, et les conflits mondiaux. A ce jour, du matériel de guerre d'une valeur de 5 milliards de francs suisses est produit et vendu. Ce matériel est ensuite utilisé immédiatement ou durant les prochaines années. L'interdiction que nous visons à établir participera activement à la réduction des guerres et des conflits armés, car moins d'armes financées c'est moins d'armes utilisées et donc moins de guerres.

2. L'initiative lutte contre les motifs de fuite.

Depuis la Seconde Guerre mondiale, il n'y a jamais eu autant de personnes en fuite qu'aujourd'hui. La plupart fuit les conflits ou les répercussions contemporaines de guerres passées. Cette initiative contribue activement à combattre les causes de la fuite en garantissant que moins d'argent soit versé à l'industrie de l'armement internationale, qui profite financièrement de la guerre.

3. C'est à nous qu'il doit revenir de décider quelles causes sont financées avec notre argent.

Notre argent – par exemple nos rentes dans les caisses de pensions ou nos économies à la banque – est aujourd'hui investi, entre autre, dans l'industrie de l'armement. Or, la guerre ne fait pas avancer la société. Cette initiative veut donner aux citoyens et citoy-

ennes suisses la possibilité de décider ce qui se passe avec leur argent et quelle vision du futur ils et elles ont pour notre société.

4. La Suisse doit être véritablement neutre

La Suisse veut être neutre. Or, investir des milliards de francs suisses dans des guerres et des conflits armés est en contradiction avec la neutralité suisse. La Suisse est également un pays qui ne s'engage pas militairement. L'initiative veillera à ce que le financement d'interventions militaires soit interdit.

5. L'initiative renforce une politique étrangère et une politique de sécurité crédible.

Les guerres ne rendront pas le monde plus sûr. C'est pour cela que la politique étrangère suisse consiste à résoudre les conflits de façon diplomatique. De plus, la Suisse s'engage sur le plan international pour le désarmement. Or, si de l'argent helvétique alimente en même temps les conflits pour lesquels on essaie de trouver des solutions diplomatiques, il s'agit là bel et bien d'une contradiction. Le rôle géopolitique de la Suisse en tant que partenaire neutre pour la médiation directe (par exemple pour le conflit en Syrie, ou les relations entre l'Iran et l'Arabie Saoudite) est d'une très grande importance. La Suisse doit pouvoir se concentrer sur ses qualités dans le domaine de la politique étrangère et non torpiller sa politique en alimentant des conflits. L'initiative veut permettre à la Suisse d'avoir une politique étrangère et une politique de sûreté crédibles.



Action contre le business de la guerre sur la Place du Marché à Bâle.

BONNES NOUVELLES

La caisse de pensions de la ville de Zurich n'investira plus dans l'énergie nucléaire!

L'été passé, le groupe régional du GSsA de Zurich voulait lancer une initiative populaire communale visant à interdire l'investissement d'argent dans l'industrie des armes nucléaires. Après des pourparlers avec le GSsA, le conseil de fondation de la caisse de pensions a décidé d'appliquer la demande sans décision du peuple. En novembre 2016, la caisse de pensions de la ville de Zurich a annoncé dans un communiqué qu'elle ne placerait plus d'argent dans l'industrie des armes nucléaires.

Le Grand Conseil du canton de Bâle-Ville veut une caisse de pensions sans lien avec les armes

Mi-novembre, le Grand Conseil du canton de Bâle-Ville a déposé une motion deman-

dant l'interdiction d'investir dans l'industrie de l'armement. Le groupe régional du GSsA de Bâle avait collaboré étroitement avec les auteur-e-s de la proposition et suivra attentivement les prochaines étapes.

Le Bundesland de Berlin n'investira plus dans l'industrie de l'armement!

Début 2017, le Sénateur des Finances du Bundesland de Berlin a annoncé, dans un communiqué, ne plus vouloir placer les actifs de la capitale allemande dans l'industrie de l'armement. Les réserves de prévoyance de la ville, qui contiennent près d'un milliard d'euros, seront donc dorénavant investis de façon durable. Si Berlin peut le faire, la Suisse peut aussi le faire!

Quel est le but de l'initiative?

Le but de l'initiative «Pour l'interdiction du financement de l'industrie d'armement par la place financière suisse» est d'interdire aux acteurs financiers suisses d'investir dans l'industrie de l'armement : l'argent suisse ne doit plus servir à financer du matériel de guerre et donc à soutenir indirectement de guerres dans le monde entier. Mis à part les exports directs de matériel de guerre, la place financière suisse joue un rôle central dans le business de la guerre car elle fait partie des places financières les plus influentes du monde. En effet, en 2014 la somme d'argent géré était de 7 billions de francs suisses. En 2014, les banques suisses à elles seules ont investi 798 dollars par habitant(e) dans des entreprises qui produisent de l'armement nucléaire. En Allemagne, cette somme était de 122 dollars et en Autriche de 9 dollars par habitant(e). Une comparaison des sommes d'argent investi montre les dimensions exceptionnelles du business de la guerre en Suisse. Ces chiffres n'incluent pas les investissements de la Banque Nationale Suisse, des caisses de pension et de maints autres acteurs financiers. Les caisses de pension, elles, investissent entre 4 et 12 milliards de francs suisses dans l'industrie de l'armement. L'argent qui arrive dans cette industrie en passant par la place financière suisse fait de nous des complices des sociétés de production qui tirent profit des victimes de la guerre. La Suisse, pays dépositaire des Conventions de Genève et pays neutre, ne peut pas se permettre de prendre part à une politique qui maximise ses profits au dépens de vies humaines. Concrètement, l'initiative veut interdire tout financement de producteurs de matériel de guerre à la Banque Nationale Suisse ainsi qu'aux caisses de pension. De plus, la Confédération aura pour devoir d'imposer les mêmes exigences aux banques et aux compagnies d'assurances. Bref : L'argent helvétique doit être pacifique.



Comment puis-je participer?

Tu te sens concerné-e par cette initiative? Alors engage-toi activement et participe à la récolte de signatures! Il y a plusieurs façons de participer :

1. Récolter des signatures

- Je récolterai au moins 100 signatures. Envoyez-moi le matériel nécessaire pour cela!
- Je récolterai au moins 20 signatures. Envoyez-moi le matériel nécessaire pour cela!
- Je participe à la récolte de signatures! Contactez-moi par mail ou par téléphone.

2. S'engager activement dans un groupe régional

- J'aimerais m'engager activement dans un groupe régional près de chez moi, contactez-moi!

- Bâle Berne Bienne Genève Grisons Lausanne
- Lucerne Saint-Gall Zurich

Contactez-moi!

Nom/Prénom _____

Adresse _____

Téléphone _____

e-mail _____

Envoyer à : **GSsA, Case postale, 8031 Zurich, gssa@gssa.ch**

EXPORTATION DE MATÉRIEL DE GUERRE

Mensonges à conséquences fatales

Il y a sept ans, l'initiative populaire «Pour l'interdiction d'exporter du matériel de guerre» était rejetée par les citoyennes et citoyens suisses. L'argument principal du lobby de l'industrie de l'armement, ainsi que de la droite politique, était que les contrôles d'exportation étaient déjà très stricts et que l'ordonnance sur le matériel de guerre telle qu'elle se présentait garantissait le respect de la politique humanitaire suisse. *Martin Parpan*

Durant les sept années depuis le rejet de l'initiative populaire, la Suisse a exporté du matériel de guerre d'une valeur totale d'environ 5 milliards de francs et n'a épargné aucun continent ce faisant. Les client-e-s étaient souvent des pays dont le nom est associé à la guerre, la violation des droits humains, le terrorisme et le radicalisme. Fin 2016, Ruag, dont la Confédération est l'actionnaire unique, a fondé une filiale au Proche Orient et a marqué, par cet acte, un nouveau record négatif dans l'histoire peu glorieuse du business de la guerre made in Switzerland. La nouvelle succursale aux Emirats Arabes Unis veut permettre à Ruag d'être plus près de ses «client-e-s».

Après tout, elle avait communiqué dans une campagne d'annonces diffusée dans une foire aux armes en Arabie Saoudite, qu'elle était «très dévouée à ses clients au Proche Orient et que c'était un honneur d'être présent». Dans l'industrie de l'armement, être plus proche du client veut dire être plus proche de la guerre, de la mort, et de la destruction. Ruag est financée entre autres, répétons-le, par nos impôts. Toi et moi participons donc au business de la mort, que nous le voulions ou non. De plus, Ruag a regagné du terrain sur une liste plus que triste : elle figure aujourd'hui sur place 87 des 100 plus grands producteurs d'armement. Il s'agit là d'une «avancée» de sept places.

Mensonger et éhonté

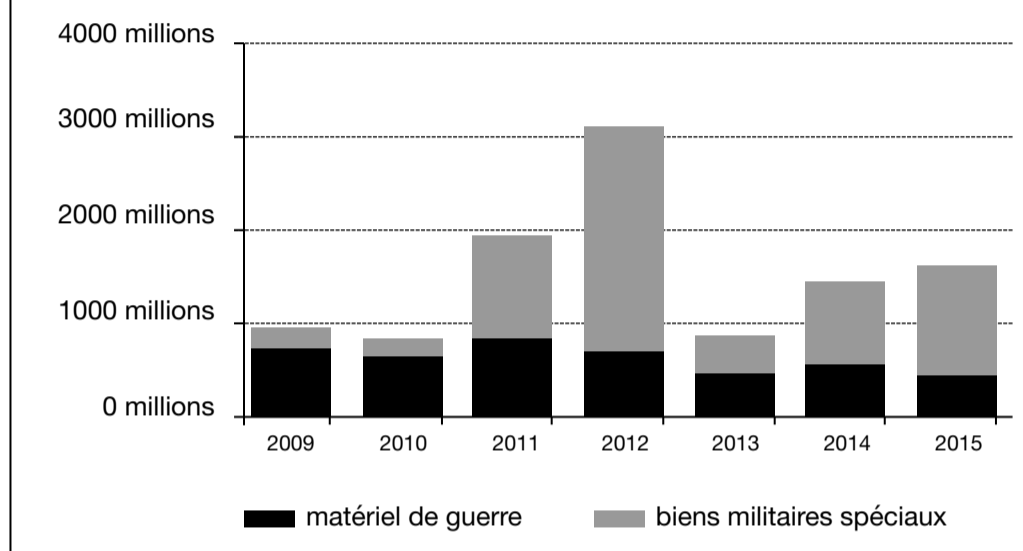
Les fabricants d'armes, et avec eux les politicien-ne-s associés au lobby de l'armement, se sont concentré-e-s sur une chose : faire des affaires avec la guerre de façon de plus en plus éhontée. Ce faisant, ils ont complètement vidé l'ordonnance sur le matériel de guerre (OMG) de sa substance. L'OMG aurait en effet interdit un grand nombre des exportations effectuées car elle interdit entre autres les exportations lorsque le pays de destination est impliqué

dans un conflit armé interne ou externe, ou si les droits humains sont systématiquement et gravement bafoués.

La droite politique, et avec elle les défenseur-e-s des exportations du centre, ont brisé toutes

les promesses faites au peuple lors de la campagne précédant la votation. Les entreprises d'armement et leurs partisan-e-s veulent tout simplement gagner de l'argent avec la guerre, un point c'est tout. Notre réponse à l'encontre d'une telle politique ne peut être qu'une contestation constante ainsi qu'un comportement électoral qui punit les menteurs et menteuses.

Exportations d'armes des sept dernières années



AVIONS DE CHASSE

Largage de bombes avec l'OTAN

A peine deux ans après le «non» à l'achat des avions de chasse Gripen, la propagande de l'industrie de l'armement est à nouveau active – et les arguments les plus crus ne manquent pas à l'appel. *Adi Feller*

Le groupe d'étude en charge de l'acquisition de nouveaux avions de chasse reprend d'anciens souhaits de l'armée. En effet, le nouveau type d'avion de chasse devrait pouvoir lâcher des bombes, comme c'était le cas pour le Gripen. Mais ce n'est pas tout : Ce sont déjà les

F/A-18 que l'on envisagerait d'équiper d'armes pour l'entraînement. D'un point de vue conceptuel, la capacité de bombardement était perçue, pendant la guerre froide, comme moyen de se «défendre en avant» en bombardant les troupes soviétiques qui se trouvaient encore au dehors de la Suisse. Un emploi sur le territoire suisse n'était pas sérieusement envisagé, même à l'époque. Bien que la précision de frappe des armes modernes se soit améliorée, il est indéniable que des bombes dirigées au laser, soi-disant intelligentes, tuent jour

pour jour d'innombrables civils en Syrie et au Yémen. Utiliser ce genre d'armes dans des régions à forte densité de population comme la Suisse reviendrait à mettre la population civile gravement en péril.

Dépendants de l'OTAN

La force aérienne suisse participe déjà plusieurs fois par semaine à divers entraînements de l'OTAN. Le spectre de ceux-ci devrait être élargi au largage commun de bombes, selon le Ministre de la Défense Guy Parmelin. Il va de soi qu'une telle mesure n'est pas réellement compatible avec la neutralité suisse.

Si nous jetons un regard dans l'histoire, nous

verrons à quel point l'emploi d'avions de chasse pour la «défense nationale» a manqué d'efficacité. Lorsque quelques avions de chasse allemands furent touchés au-dessus de la Suisse, les Nazis menacèrent la Suisse, ce qui mena au seul cas d'urgence pour les forces aériennes suisses jusqu'à ce jour. En réaction à cette situation, le Conseil fédéral et l'Etat-Major de l'Armée décidèrent d'une interdiction de vol du 20 juin 1940 à fin octobre 1943.

Nous pouvons donc renoncer sans autres à investir des milliards de francs suisses dans les forces aériennes.

UNIVERSITÉ

Crédits ECTS offerts... aux gradé-e-s

L'Armée a trouvé un nouveau stratagème pour ne pas perdre encore plus de membres bien formés : dès lors, les étudiant-e-s peuvent faire accréditer leurs cours d'officiers. Ceci est non seulement insensé, mais également discriminatoire. *Thomas Leibundgut*

Cette année, le DDPS veut entrer en contact avec les hautes écoles suisses afin de conclure un arrangement visant à reconnaître la «formation au commandement» de l'Armée, comme l'annonça le Colonel EMG Michael Arnold en septembre 2016.

Il est bien connu que l'académie militaire («Milak» pour Militärakademie en allemand, ndlt) est un exemple d'alliance contre nature de l'Armée et de la recherche. Un fait bien moins connu est en revanche que l'Armée

Suisse a élaboré des accords de collaboration avec plusieurs hautes écoles suisses qui permettent à des étudiant-e-s titulaires du grade d'officier d'acquérir gratuitement, aujourd'hui déjà, des crédits ECTS dans toutes les hautes écoles spécialisées ainsi qu'à l'Université de Neuchâtel, à l'Université de St-Gall, et à l'Université de Zurich.

A l'Université de Zurich, le système fonctionne de façon suivante : les étudiant-e-s en économie ou en informatique ayant atteint le grade de fourrier ou de sergent-major reçoivent 3 à 6 crédits ECTS. Sans effort à fournir. Le Doyen de la faculté en question, Monsieur Harald Gall se justifie : «La formation supérieure des cadres de l'Armée offre une précieuse formation en leadership, un complément utile aux études universitaires.»

A l'Université de Saint-Gall, les officiers re-

çoivent jusqu'à 12 crédits ECTS. La seule condition : qu'ils et elles rédigent un travail sur les principes du leadership militaire dans le contexte civil. Le but, selon l'association des officiers à l'Université de Saint-Gall, serait de lutter contre «l'absence de leadership toujours plus étendue et la diffusion de responsabilité». Ces collaborations sont l'exemple le plus récent pour illustrer les mesures de plus en plus désespérées que l'Armée entreprend pour garder des personnes bien formées dans ses rangs. La tendance selon laquelle les hommes issus de milieux urbains et titulaires d'un certificat de maturité ou d'un diplôme universitaire tournent le dos à l'Armée a apparemment pris une ampleur menaçante ; il n'est donc pas étonnant que le DDPS considère des mesures plus créatives.

Il est en revanche surprenant que les hautes écoles participent à ce jeu, car l'autorité militaire, dont les caractéristiques principales sont les innombrables possibilités d'intimidation et

l'obéissance aveugle, se distingue fondamentalement de l'autorité civile pour laquelle la coopération et le savoir spécialisé dans un domaine sont fondamentaux. Même une «tradition vieille de 5000 ans» (dixit l'association des officiers de l'Université de Saint-Gall) n'est d'aucune aide contre les concepts de commandement clairement dépassés de l'armée.

De plus, ces accords sont discriminatoires pour une grande majorité des étudiant-e-s. Etant donné que les officiers sont les seuls à pouvoir recevoir ces crédits ECTS sans avoir à fournir de travail, les étrangers et étrangères ainsi que les femmes sont systématiquement défavorisé-e-s (rappelons que le pourcentage de femmes à l'Armée s'élève à 0.6%). Il est d'autant surprenant que les hautes écoles, qui veulent promouvoir l'égalité des chances et encourager des étudiant-e-s internationales/aux à faire une partie de leurs études en Suisse, se soumettent à un tel point aux pulsions de l'Armée.

ACHATS D'ARMEMENT

Acheter d'abord, réfléchir ensuite

L'armée veut plus d'armes. Sur la liste de souhaits pour les quatre prochaines années, nous trouvons des projets d'armement, mais aussi des projets immobiliers d'une valeur totale de 1'913 millions de francs suisses. En outre, après le non au référendum sur le Gripen en 2014, l'acquisition de nouveaux avions de chasse est considérée. *Michael Christen*

Le message sur l'armée 2016 est corsé. Dès lors, le programme de l'immobilier et celui de l'armement ne seront plus séparés mais présentés sous forme synthétisée dans le message sur l'armée. Le programme immobilier bénéficie d'un budget d'environ 572 millions de francs pour la construction, la transformation et la rénovation totale de diverses places d'armes. A titre d'exemple, les places d'armes de Frauenfeld, de Steffisburg et de Jassbach près de Thounne seront entièrement renouvelées.

L'Armée, dingue de shopping

Le programme d'armement en lui-même comprend un crédit global d'environ 1'341 millions de francs suisses et prévoit tout un ensemble de nouvelles acquisitions. Sur cette liste, on trouve, par exemple, de nouveaux bateaux de patrouille, de nouveaux mortiers (c.f. Journal du GSsA numéro 168, «Principe de l'arrosoir pour l'armée»), de nouvelles «armes polyvalentes à épauler» (mieux connues sous le nom de bazooka), du matériel de remplacement pour les avions de combat F/A-18 ainsi que de nouveaux camions et remorques.

En outre, un crédit cadre de 100 millions de francs suisses a été budgétisé. Il s'agit là d'une réserve financière en cas d'imprévus. Ce crédit contient une rubrique d'«acquisitions subséquentes urgentes» comme du matériel sanitaire pour les sanitaires d'unité, des minibus, des chariots élévateurs et des modules d'alerte NC. Ces derniers sont des appareils censés alerter l'utilisateur en cas de présence de substances dangereuses.

Le message sur l'armée ne donne qu'une réponse très vague à la question de savoir si ces nouvelles acquisitions sont réellement nécessaires. Le rapport parle uniquement de «maintien de la valeur» et dit vouloir «recouvrer des capacités». Ce qui manque fondamentalement à ce message est une remise en question de l'utilité d'un tel matériel et, plus encore, du domaine de compétence de l'Armée, c'est-à-dire de savoir si ces activités devraient en faire partie.

Un exemple : peu de gens savent que la Suisse, un pays enclavé, possède une «marine». En 2014, l'armée elle-même voulait supprimer la compagnie de canots à moteur et transférer les compétences de celle-ci aux gardes-frontières et à des drones. Ce plan ne fut jamais mis en œuvre ; au contraire, la «marine suisse» recevra 14 nouveaux bateaux de patrouille.

Ordre inversé pour l'acquisition d'avions de chasse

Indépendamment du message sur l'armée 2016, quelque chose se passe sur le front des avions de chasse. Immédiatement après le refus du référendum sur le Gripen, des voix

venant du camp bourgeois s'étaient élevées et avaient plaidé pour l'acquisition de nouveaux avions de chasse. Entre temps, le parlement décidait de maintenir la valeur de la flotte actuelle et par conséquent de prolonger leur durée de vie. Néanmoins, le crédit EEP (demande de crédit concernant les études de projet, les essais et les préparatifs d'achat) sera soumis au vote des député-e-s. Il s'agirait d'un crédit d'une hauteur de 10 millions de francs. Le Conseiller fédéral et directeur du DDPS semble avoir quelques problèmes avec l'ordre logique dans ce contexte. Car

comment déterminer la hauteur d'un tel crédit s'il n'y a pas d'analyse montrant pour quels domaines la Suisse aurait besoin d'autant d'avions de chasse? Or, d'après l'état actuel des informations, les premiers avions de chasse devraient être livrés en 2025 déjà et la nouvelle flotte devrait être complète jusqu'en 2030. Force est de constater que l'Armée semble avoir minutieusement planifié ces nouvelles acquisitions avant même d'avoir évalué ses besoins. Chaque entreprise un tant soit peu raisonnable se doit de procéder à une analyse des besoins avant chaque acquisition coûteuse, or cette entreprise d'Etat semble se montrer récalcitrante – par peur des résultats, peut-être?



SWISSCOY

Processus de responsabilisation entravé

La présence de l'OTAN au Kosovo, dont le projet Swisscoy fait partie, est le signe d'un défaut de développement global et régional. *Josef Lang*

La fin de la guerre froide, et plus exactement la dissolution du Pacte de Varsovie en 1991, précipita la plupart des armées dans une crise de légitimation et les entreprises d'armement dans une crise de rendement. L'OTAN fut la plus touchée car elle avait toujours justifié son existence par le Pacte de Varsovie. En même temps, l'implosion du camp du soi-disant socialisme réel permit aux Etats-Unis d'élargir leur puissance militaire de façon impériale. Quant au tyran serbe Slobodan Milosevic, il s'avéra être un véritable «diabolus ex machina» qui écarta le danger et préserva la chance.

L'ONU veut anéantir l'OTAN

Au début de la guerre des Balkans, les Nations Unies et l'OSCE jouissaient d'une très bonne réputation grâce au rôle qu'elles avaient joué lors de la dissolution pacifique du bloc de l'Est, ce qui les rendait d'autant plus

dangereuses pour l'OTAN. A la fin de la guerre, au printemps 1999, la guerre du Kosovo n'étant sous mandat de l'ONU, l'OTAN s'était transformée en alliance offensive et les Nations Unies se retrouvèrent marginalisées.

En 2003, le belliciste américain Robert Kagan écrivait, dans le livre néo-conservateur désormais culte *La Puissance et la faiblesse*, que «la faculté d'existence de l'alliance [faisait] partie des objectifs centraux de l'intervention américaine au Kosovo, comme la préservation de l'alliance avait été le motif central de l'intervention des Etats-Unis en Bosnie». Si l'on exprime cela en utilisant des termes de l'histoire suisse, cela donne : le Sonderbund du riche nord-ouest de la plaine a anéanti la confédération des peuples en moins d'une décennie. La guerre en Irak, considérée comme illégale dans le cadre du droit international, qui eut lieu quatre ans plus tard, était une conséquence de ce développement raté. Et, comme nous le savons, l'Etat Islamique est, à son tour, une conséquence de cette conséquence.

Le bombardement aérien de la Serbie avait

été justifié à l'époque, entre autre par la gauche politique, par des préoccupations humanitaires. Les Etats-Unis et les autres membres de l'OTAN avaient auparavant toutefois mis en échec une résolution visant à envoyer 2000 observateurs de l'OSCE dans les zones à haut risque du Kosovo. Il est très probable que leurs témoignages auraient pu empêcher que d'avantage de crimes contre l'humanité soient commis. Aucune chance ne fut donnée à la solution civico-policière car l'OTAN voulait emprunter le chemin militaire et guerrier dont elle avait besoin pour son futur.

Déplacement de minorités

Malgré la présence de dizaines de milliers de soldats, le déplacement de milliers de Serbes et d'une grande partie des jadis 130'000 Roms par des nationalistes albanais ne put être empêché. La représentation suisse à Pristina a été forcée à engager des Roms par une intervention parlementaire.

Une autre conséquence de la présence militaire est la mise sous tutelle d'une société qui n'a donc initialement pas pu se développer sur les plans économique, civil, social,

culturel et humain. Au Kosovo se produisit exactement ce contre quoi le philosophe Emmanuel Kant avait mis en garde dans *La Paix éternelle* : L'interventionnisme empêcha la responsabilisation. En effet, le problème central du Kosovo n'est aujourd'hui pas le manque de sécurité mais le manque de responsabilité. Ce dernier se manifeste par une corruption sévissant sans pitié qui pousse les jeunes à quitter le pays. Le Kosovo est non seulement un Etat raté, mais aussi une société ratée.

Solidarité civile et non militaire

Renoncer à la présence militaire ne signifie pas tourner le dos à un pays dont les citoyens et citoyennes jouent un rôle important en Suisse. La Suisse peut contribuer au développement d'un système de formation professionnelle, à la création d'une communauté multiculturelle ou à la sécurité. Il y a six ans, j'ai rendu visite à la Swisscoy dans le cadre d'une délégation du Conseil national, entre autre à Mitrovica, ville divisée ethniquement. A cette occasion, j'ai fait la rencontre d'un officier bilingue originaire de Fribourg qui m'a fortement impressionné. Or, pour le travail exceptionnel qu'il fournit, ni uniformes, ni armes ne sont nécessaires.

SYRIE

La fin du conflit n'est pas en vue

Cela fait maintenant plus de six ans que la guerre civile fait rage en Syrie. Près d'un million de personnes y ont perdu la vie et plus de 10 millions se sont enfuies. Que se passera-t-il après la conquête d'Alep par les troupes du gouvernement?

Sebastian Büchler

Beaucoup de choses se sont passées depuis 2011, depuis le début des protestations, pour la plupart pacifiques à ce moment-là. Le dirigeant syrien Bachar El-Assad lance aujourd'hui des bombes barils sur son propre peuple afin de reconquérir des terres. Mais les différents groupes rebelles n'hésitent pas non plus à commettre des actes d'une barbarie sans nom. En automne 2014, une alliance militaire de différents Etats occidentaux a commencé à mener des attaques aériennes contre Daesh, l'Etat Islamique autoproclamé en Syrie et en Irak. Une année plus tard, la Russie a lancé des attaques aériennes à l'encontre de groupuscules qualifiés de terroristes par El-

Assad. La Turquie s'est également mêlée au conflit l'été dernier. Pendant ce temps, l'Iran, l'Arabie Saoudite et les pays du Golfe utilisent ce conflit comme guerre par procuration. Lorsque l'on considère cette situation, il est compréhensible que les populations déplacées n'aient plus d'espoir quant à une fin proche du conflit.

Les combats à Alep sont terminés

Les troupes du dirigeant syrien Bachar Al-Assad ont désormais reconquis la ville d'Alep, qui comptait parmi les territoires les plus convoités. Cette reconquête est l'une des victoires les plus importantes pour le régime. Peu après, le Kremlin annonça vouloir retirer des troupes de l'armée russe des territoires détruits qui avaient majoritairement soutenu les troupes d'Assad avec des raids aériens. L'objectif du gouvernement russe, qui était de défendre ses bases aériennes et navales, avait été atteint. L'armée russe put également montrer qu'elle était toujours capable d'effectuer des opérati-

ons militaires de grande envergure, et ceci pas uniquement dans les pays voisins. De plus, ces interventions leur permirent de tester de nouveaux systèmes d'armes. Ses succès à l'étranger, Poutine les vend bien à domicile. En effet, n'a-t-il pas tenu tête à l'Occident tout en démontrant que la Russie était toujours une puissance d'envergure mondiale? Des négociations de paix ont désormais lieu à Astana, au Kazakhstan. L'implication de l'Union Européenne ou des Etats-Unis ne semble pas être importante pour le chef du Kremlin, contrairement à celle de la Turquie qui aimerait défendre ses propres intérêts en tant que puissance régionale. Le fait que l'Occident ne soit pas à la table des négociations lors d'un conflit d'une telle envergure est un fait d'une nouveauté absolue.

La fin des combats à Alep a-t-elle un effet sur le pays en entier?

La situation est bloquée. Les Etats-Unis se retiennent et essaient de décimer l'Etat Isla-

mique par des frappes aériennes. L'Arabie Saoudite et le Qatar livrent des armes aux rebelles qui combattent les troupes du président syrien. Sans l'aide de l'Iran qui, contrairement à la Russie, soutient le régime d'Assad financièrement mais également militairement, avec des troupes au sol, Assad aurait perdu la guerre depuis longtemps. A tout cela s'ajoutent les intérêts de la Turquie, qui veut d'une part empêcher une intervention des milices kurdes du nord de la Syrie et qui, d'autre part, l'Etat Islamique et Assad comme illégitimes. Pour des raisons géographiques, elle joue donc un rôle crucial pour les rebelles en tant que fournisseur d'armes. La Syrie est devenue le jouet de plusieurs puissances étrangères qui poursuivent leurs propres buts religieux, géopolitiques ou économiques. En considérant que les exportations d'armes au Proche Orient ont augmenté de 61% au cours de dix dernières années, une fin proche du conflit n'est malheureusement que peu probable. Un fait particulièrement révoltant est que les entreprises d'armement suisses exportent des armes en Arabie Saoudite, dans les pays du Golfe et dans d'autres pays et qu'elles sont donc partiellement responsables de la situation actuelle.

LE PRINTEMPS ARABE EN EGYPTTE

L'armée, porteur d'espoir et oppresseur

Il y a six ans, les yeux du monde étaient tournés vers l'Egypte, dont la jeunesse se soulevait contre le régime de Hosni Moubarak. Entre temps, beaucoup de choses ont changé – seule la position de pouvoir de l'armée resta inchangée. Eva Krattiger

Le 25 janvier 2011 on put voir pour la première fois des images de la foule immense rassemblée sur la place Tahrir. Des milliers de personnes, inspirées par les protestations en Tunisie, se ruèrent dans les rues pour manifester contre la pauvreté, le chômage, la corruption et le président en exercice, Hosni Moubarak. On put voir beaucoup de jeunes qui voulaient de meilleures perspectives pour leur futur. Lorsque Moubarak fut démis de ses fonctions, les images ne montrèrent non plus des manifestations de masse remplies d'énergie, mais des personnes dansantes et chantantes, dont l'euphorie laissait penser que tout était possible. Tout cela date maintenant d'il y a six ans, l'euphorie de jadis a disparu, des perspectives furent créées puis détruites. Le Printemps Arabe changea le monde et le laissa dans un état plus chaotique qu'auparavant. Seules les forces armées réussirent à s'adapter à toutes les nouvelles situations et purent maintenir leur position de pouvoir et même la consolider. En Egypte, l'armée était déjà perçue comme garant de la stabilité du pays et comme fondateur de la souveraineté nationale et anticoloniale, bien avant la révolution arabe. Lors des manifestations, les forces de l'ordre refusèrent temporairement de s'attaquer aux manifestants, ce qui rendit des protestations d'une telle envergure possible. Après la démission de Moubarak, un conseil militaire prit le pouvoir en promettant d'instaurer des

élections libres. Entre temps, il gouverna toutefois avec des lois d'urgence, fit détruire les tentes sur la Place Tahrir et élabora une réforme de la constitution qui garantirait son pouvoir. Finalement, des milliers de personnes manifestèrent également contre le conseil militaire et élurent le Frère Musulman Mohammed Morsi lors de leurs premières élections démocratiques en 2012. Son mandat divisa encore plus la population. Le coup d'Etat organisé par les forces armées qui l'évinça de son poste fut à son tour célébré dans les rues. On ne parla d'ailleurs pas d'un coup d'Etat mais d'une armée à l'écoute du peuple. Ces événements n'ont rien à voir avec des processus démocratiques et la joie de la gauche politique et des forces d'oppositions face à la prise

de pouvoir de l'armée semble incompréhensible. Peu après le coup d'Etat, les forces armées ont dissous avec violence les manifestations des partisans de Morsi, tuèrent plus d'un millier de personnes en l'espace de quelques jours et en blessèrent plus de 4000.

«Notre armée est là pour tous»

En 2014, l'ancien général Abdel Fattah Al-Sissi fut élu pour ses promesses de sécurité et de croissance économique. Il essaya de masquer ces promesses vides avec un Etat policier consolidé et de grands projets économiques. Néanmoins, il fut accueilli sur la scène politique internationale comme le garant d'une (ancienne) nouvelle stabilité. Depuis la prise de pouvoir d'Al-Sissi, le gouvernement restreint de

plus en plus la liberté de la presse, gêne le travail d'organisations internationales, étouffe les voix critiques et emprisonne aléatoirement les partisans des Frères Musulmans, interdits entre temps. Des organisations comme Amnesty International et Human Rights Watch accusent Al-Sissi de violations des droits de l'homme. D'après elles, le contrôle et la surveillance seraient pire qu'à l'époque de Moubarak. L'armée égyptienne a eu plusieurs fonctions et significations depuis le début du printemps arabe. Elle fut une force stabilisatrice pour les gouvernements respectifs et permit à une révolution d'avoir lieu dont elle opprima les activistes à la prochaine occasion. Les forces armées furent putschistes, porteurs d'espoir et désormais un appareil de pouvoir sans pitié.

Image de la place Tahrir prise le 8 février 2011.



Un centenaire très politique

Nous présentons ici des extraits de l'introduction du livre *Les Résistances mondiales à la guerre totale (1914-1918). Guerre et révolution. Textes choisis et présentés par Stefanie Prezioso*, Paris, La Dispute, 2017 (sortie officielle le 23 mars). Pour gain de place nous avons renoncé aux notes, que les intéressé-e-s pourront retrouver dans le livre.

« Sans se pencher sur le présent, il est impossible de comprendre le passé » écrivait l'historien Marc Bloch. Alors que les commémorations officielles du centenaire du premier conflit mondial dans le monde semblent vouloir faire plier l'histoire aux exigences du présent, il est impossible de s'abstraire du rapport dialectique qui s'instaure entre usages publics et politiques de l'histoire et construction de l'histoire savante ; une histoire d'où le bagage de lutte des dominés au sens large est presque totalement absent. [...]

La France est l'un des pays où l'Etat a pris en comparaison internationale le plus de part dans la mise en place des commémorations de la guerre ; pensons notamment aux investissements de l'Etat et des collectivités territoriales, quelque 100 millions pour ces dernières et pour la seule année 2014. A ces fonds se sont ajoutés ceux des « mécènes » et parmi eux des marchands d'armes dont Sanef Groupe, Dassault. L'objectif affiché étant que le centenaire marque cette période d'un sceau indélébile, une sorte de réplique du 14 juillet 1989. Pour ce faire, en 2012, sous la présidence Sarkozy, la Mission du Centenaire est créée afin de « mettre en œuvre le programme commémoratif » [...] Au même moment, le 11 novembre devient par la loi du 28 février 2012 un « hommage rendu à tous les morts pour la France » et non plus aux seuls combattants du premier conflit mondial. Une dilatation de sens qui a un impact non négligeable sur le contenu à donner aux commémorations du centenaire qui vient. Joseph Zimet, directeur général de la Mission, défend dès cette date un « modèle sociétal » de commémoration [...] L'idée est de placer le programme de commémoration au-delà de la guerre elle-même.

L'allocution du Président socialiste lors du lancement du centenaire le 7 novembre 2013 à l'Élysée en témoigne. [...] Le discours se veut « au-dessus de la mêlée », alors même que la France intervient au Mali, ancienne colonie française. Une intervention qui est présentée comme une « dette d'honneur » à l'égard des descendants des soldats des colonies. En mai 2016, François Hollande n'en dira guère plus à Verdun sur ces « soldats venus [...] parfois de très loin- du Maghreb, d'Afrique et même d'Extrême-Orient ». Et il sera tout aussi expéditif en évoquant l'inauguration en 2006 du monument aux soldats musulmans, des soldats qui, affirme-t-il, « aujourd'hui n'ont plus d'uniforme, ni de religion ».

«Renouveler le patriotisme »

Pour le président de la République, commémorer la guerre c'est « renouveler le patriotisme, celui qui réunit, celui qui rassemble qui n'écarte personne au-delà des parcours, des croyances, des origines et des couleurs de peau » ; une lecture, somme toute assez proche de celle de l'Union sacrée de Raymond

Poincaré d'août 1914. [...] Verdun deviendra en mai 2016 une « terre de courage et de sacrifice », où des jeunes « qui avaient dans la tête des rêves qu'on nourrit à 20 ans » « livraient pourtant sous une pluie d'acier un interminable combat ». Derrière l'image de ces « pauvres diables », souffrant du froid, de la faim, du dénuement, de l'odeur pestilentielle « de la mort qui vient », surgit en effet presque comme une évidence l'adhésion des sol-



dat à la cause nationale [...] Postulant une mémoire qui rassemble, François Hollande dépeint de leur côté ainsi ceux « qui, comme Jaurès, dénonçaient la funeste mécanique des alliances et les méfaits de l'impérialisme » : « reconnaissons-le comme un fait, souligne-t-il, lorsque la mobilisation générale fut proclamée, il n'y eut plus qu'un seul pays, une seule Nation, une seule armée ». Un hymne à l'adaptation, ou mieux, au « consentement ». [...]

En Grande Bretagne, l'ex premier ministre conservateur David Cameron a annoncé dès 2012 un vaste programme de commémoration financé à hauteur de £50 millions par le gouvernement. Ici le centenaire s'annonce tout de suite comme très politique sur fond de montée de l'extrême droite eurosceptique (UKIP), de référendum sur l'indépendance de l'Ecosse en septembre 2014 et de Brexit en juin 2016. En témoigne par exemple, la polémique lancée au début de l'année 2014 par le ministre conservateur de l'Education nationale. Dans un article pour le *Daily Mail*, Michael Grove annonçait la volonté du gouvernement de « donner la possibilité aux jeunes de toutes les communautés de connaître l'héroïsme et le sacrifice de leurs arrière-grands parents ». Il commençait son papier par un véritable mot d'ordre programmatique

qui paraphrasait en son début Paul Valéry : « Le passé n'a jamais eu autant d'avenir ». Pour assurer au passé son futur, et pour commémorer « comme il se doit » le centenaire affirmait-il, il fallait se débarrasser des « mythes » et des lectures qui démontrent « au mieux une attitude ambiguë envers la nation, au pire une malheureuse compulsion au dénigrement de valeurs comme le patriotisme, l'honneur et le courage ». En cause l'historiographie qualifiée de « gauchiste » visant à « dénigrer le sacrifice » des britanniques face à l'« agression allemande » et incapable d'apporter une « contribution sereine et académique au débat ». L'intervention polémique de Gove correspondait aux objectifs du programme commémoratif. Ainsi, le gouvernement a-t-il tenté de donner une coloration « impériale »

à la commémoration, bien rendue par l'œuvre en céramique de Paul Cummins et Paul Piper, « Blood Swept Lands and Seas of Red », pour laquelle 888'246 coquelicots ont été plantés sur la pelouse de la Tour de Londres. Ces coquelicots vendus au profit d'associations caritatives militaires étaient une « façon d'associer la population aux expéditions militaires britanniques » actuelles et un pieds de nez aux forts mouvements anti-guerre de ce pays. [...]

Et les dominés ?

Les commémorations du centenaire par les pouvoirs publics s'affichent un peu partout comme une occasion de renouveler, renforcer ou promouvoir un récit national lisse, débarrassé des aspérités de la lutte, où les dominés de porteurs d'émancipation deviennent des « victimes » consentantes ou des héros sacrificiels. Les dominés ne sont donc pas forcément « oubliés » des commémorations officielles ; ainsi par exemple le 7 novembre 2013 François Hollande mentionne-t-il, dans « un esprit de réconciliation », « cette douloureuse question des fusillés », et en mai 2016 Angela Merkel commence son discours pour le centenaire de la bataille de Verdun par une évocation des fraternisations sur le front. Mais les luttes des dominés et plus particulièrement

le sens à donner à celles-ci en sont totalement absentes, quand leurs expressions ne sont pas simplement interdites comme cela a été le cas le 1er juillet 2016, lorsque Jean-Marc Todeschini, secrétaire d'Etat aux Anciens Combattants, n'a pas voulu que soit entonnée la Chanson de Craonne, chant antimilitariste et contestataire du premier conflit mondial.

[...]

Sur le rebond du centenaire, associations, partis, mouvements ont cherché à faire émerger une mémoire profondément autre du conflit à l'exact opposé du récit national (flirtant parfois avec l'exaltation patriotique) des autorités publiques. Ils ont remémoré chacun à leur manière les combats des dominés, des peuples opprimés et des femmes. [...] ; pensons notamment à la campagne « No Glory in War » lancée par la coalition « Stop the War » ; l'une des rares campagnes à avoir réussi à briser un tant soit peu le « consensus national » autour de la mémoire du conflit. La dernière initiative britannique en date est la publication du livre de Niall Faulkner sur la Somme. [...]

Ces interventions sont cependant restées le plus souvent inaudibles. L'une des raisons est bien sûr la difficulté de faire entendre des voix alternatives et critiques dans la prétendue unanimité mémorielle du conflit, bien représentée tant par les discours publics que par les dispositifs médiatiques. De plus ces contre-mémoires, « mémoires de classe et non de patrie », souffrent du manque de lieux (traces physiques et objets), bien que, comme l'a montré Nicolas Offenstadt, les tombes des fusillés par exemple sont devenues au cours du temps des lieux de « transgression ». L'autre raison est à mon sens plus aiguë. Elle relève de la difficulté pour un pan croissant de la gauche de se saisir du premier conflit mondial, alors même que le sens qui pourrait être donné aux combats du passé semble se perdre dans les coordonnées d'un présent incertain, et que les anciennes voies de l'émancipation sociale se dérobent sous nos pas. [...]

Stéfanie Prezioso, docteure ès Lettres, Professeure d'histoire contemporaine à la Faculté des Sciences sociales et politiques de l'Université de Lausanne. Elle est membre du Centre de recherches et de débats sur la Première guerre mondiale (CRID 14-18) et du Conseil scientifique de la Mission du Centenaire (<http://centenaire.org/fr>). Ses travaux portent sur le mouvement ouvrier international dans la première moitié du 20e siècle, la génération de 1914, les expériences de guerre (14-18, guerre civile espagnole, résistances européennes), l'antifascisme et les problèmes historiographiques relatifs à l'appropriation de la mémoire historique.



ST. GALLEN

Changements dans l'équipe du secrétariat

Outre l'initiative populaire mentionnée en début de journal, cette nouvelle année apporte avec elle également quelques changements au sein de l'équipe du GSsA. Nous accueillons trois personnes, et devons malheureusement dire au revoir à une collaboratrice de longue date.

Magdalena Küng

Notre secrétaire **Nora Komposch** a quitté l'équipe du secrétariat début janvier, afin de se concentrer sur ses études et sur ses voyages à l'étranger plus que mérités. Nora a fait ses débuts au sein du GSsA en 2014 lorsque la campagne pour le référendum sur le Gripen avait à peine commencé. Par son engagement, elle a fortement contribué à la réussite de ce projet. Hormis la prise en charge de la comptabilité et des ressources humaines, Nora a été particulièrement active dans l'organisation annuelle de la Marche de Pâques ainsi que dans la consolidation du réseau international

de GSsA. L'équipe du secrétariat doit malheureusement dire au revoir à une collaboratrice plus que compétente, professionnelle et engagée. Nora, nous te remercions de tout cœur pour ces trois années de travail intensif, engagé et motivant pour la paix, et te souhaitons tout le meilleur pour la suite!

Judith Schmid succède à Nora au secrétariat à Berne. Cette conseillère communale de

Bienne fraîchement élue à ce poste est graphiste de formation et apporte des compétences précieuses pour l'initiative à venir, telle que de l'expérience dans le domaine de la communication et des relations publiques. De plus, Judith a pu constater les effets néfastes du profit tiré par la guerre de ses propres yeux lors de son engagement pacifique dans un camp de réfugié-e-s en Grèce en 2015.

Notre nouveau membre **Youniss Mussa** a en quelque sorte reçu l'antimilitarisme à la naissance. Enfant, cet étudiant en droit genevois

a participé à des manifestations contre les guerres en Irak et en Afghanistan. De par ses origines libyennes, Youniss est bien conscient de la force destructrice des guerres et conflits armés. Il explique pourquoi il veut soutenir le travail du GSsA : «Jerève d'une Suisse vraiment neutre qui s'engage réellement et honnêtement pour la paix et qui ne profite pas de la misère d'autrui pour s'enrichir.»

Nous recevons enfin un soutien vigoureux de la part de **Basil Schöni** pour la période de récolte de signatures, qui s'annonce intensive. Basil fait des études d'histoire et d'informatique à Berne et à déjà pu acquérir des expériences de campagne politique au sein de la Jeunesse Alternative. Basil est très intéressé par la perspective de pouvoir accompagner une initiative populaire depuis son lancement jusqu'à son dépôt. Son affinité pour les textes et l'écriture se fera certainement sentir dans de futurs numéros de ce journal. Nous nous réjouissons de nous lancer dans cette période de campagne avec une équipe renouvelée et accueillons chaleureusement tous les nouveaux membres du secrétariat!



Judith Schmid



Youniss Mussa



Basil Schöni

GREGOR.

Les histoires de Gregor, l'arme aventureuse

Suivez Gregor et ses aventures sur Facebook.
www.facebook.com/gregor.gewehr



Impressum

Rédaction : Felix Birchler (fb), Sebastian Büchler (sb), Michael Christen (mc), Stefan Dietiker (sd), Adi Feller (af), Daniela Fischer (df, verantwortlich), Amanda Gavilanes (ag), Mélanie Glayre (mg), Josef Lang (jl), Lewin Lempert (ll), Thomas Leibundgut (tl), Nora Komposch (nk), Eva Krattiger (ek), Magdalena Küng (mk), Michel Monod (mm), Martin Parpan (mp), Seraina Patzen (sp), Nikolai Prawdzic (np), Rahel Ruch (rr), Tobia Schnebli (ts), Renate Schoch (rs), Meret Schneider (ms), Andreas Weibel (aw)

Abonnement : 20.- par an à verser au CCP 12-11508-2. Les membres du GSsA sont abonnés d'office. **Articles et lettres :** à adresser au secrétariat romand du GSsA, CP 151, 1211 Genève 8, E-mail: gssa@gssa.ch

ISSN 1663-5701, Paraît au minimum 4 fois par an.

Impression : ROPRESS, Zurich **Cartoons :** Oger **Maquette :** Regula Meili **Tirage :** 5'000 exemplaires

Les courrier des lecteurs/lectrices sont bienvenus. Les éditeurs/trices se réservent le droit d'écourter les soumissions. Merci de nous informer des changements d'adresse, adresses incorrectes et / ou en double. Le contenu de ce journal est soumis à une licence Creative Commons. À des fins non-commerciales, il peut être utilisé librement à condition que la source soit mentionnée.

Talon de Commande



Nombre	Description	femme/homme	Couleur	Taille	Prix	Total
	T-Shirt «STOP nouveaux avions de combat»	Of Oh	noir	OS OM OL OXL	Fr. 28.-	
	T-Shirt STOP nouveaux avions de combat»	Of Oh	noir	OS OM OL OXL	Fr. 28.-	
	T-Shirt L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con»	Of Oh	noir	OS OM OL OXL	Fr. 28.-	
	T-Shirt Quelle connerie la guerre»	Of Oh	noir	OS OM OL OXL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «lf war is the answer...»	Of Oh	blanc	OS OM OL OXL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «lf war is the answer...»	Of Oh	blanc	OS OM OL OXL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «A bas toutes les armées»	Of Oh	noir	OS OM OL OXL	Fr. 28.-	
	Autocollant «L'armée, ça tue, ça pollue...»				Gratuit	
	Briquet «L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con!»				Fr. 2.-	
	Couteau porte-clés «GSs »				Fr. 15.-	
	Drapeaux PACE				Fr. 12.-	
	Drapeaux PEACE				Fr. 12.-	
	Frais de port					Fr. 4.80
Somme totale de la facture						

Commande: GSsA, Case postale, 8031 Zurich, gssa@gssa.ch

Nom _____

Prénom _____

Rue _____

N° _____

NPA _____

Lieu _____

Tél. _____

E-mail _____